

TANZANIE : FICHE PAYS – MAI 2023



Catégorie OCDE (2017) : 6/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : - / B2 / -
Change : Shilling / Régime de change : flottant dirigé

FORCES

- Importantes ressources naturelles (agricoles, minérales, gazière)
- Potentiel touristique
- Dette publique modérée
- Réserves en devises satisfaisantes

FAIBLESSES

- Secteur manufacturier peu développé
- Dépendance au cours des matières premières (or en particulier)
- Faible gouvernance

SYNTHÈSE :

Evolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : En 2022, la croissance a atteint +4,7% (contre +4,9% en 2021), affectée par les retombées du conflit en Ukraine, mais poussée par la reprise de l'activité des services (tourisme en particulier). Pour 2023, les perspectives de croissance restent globalement positives à +5,2%, favorisées par les investissements d'infrastructures, ainsi que le rebond de l'activité touristique. Les prix soutenus de l'or devraient aussi favoriser les exportations du pays, malgré le ralentissement mondial. L'inflation restera cependant source d'inquiétude, sur la population la moins favorisée en particulier.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : Le déficit public est resté relativement stable à 3,3% du PIB en 2022 (3,4% du PIB en 2021). Malgré une hausse ponctuelle des recettes (près de 1% du PIB), l'augmentation des dépenses (subventions aux prix du carburants, engrais) a cependant limité la diminution du déficit sur la période. Pour 2023, il devrait un peu diminuer, favorisé par l'arrêt des dépenses exceptionnelles de soutien au pouvoir d'achat. L'évolution de la dette publique (environ 42% du PIB), bien qu'en progression et majoritairement externe, n'est pas source d'inquiétude à ce stade.
- **Vulnérabilité extérieure** : Le déficit courant s'est creusé en 2022 (4,6% du PIB), affecté par les retombées du conflit en Ukraine qui a pesé sur la facture énergétique en particulier, malgré le rebond de l'activité touristique et des exportations de marchandises (de l'or notamment). Pour 2023, le déficit devrait un peu diminuer mais resterait élevé (autour de 4% du PIB), tiré par les coûts plus élevés des importations (énergie, mais aussi des biens d'équipements nécessaires à la réalisation des projets d'infrastructure). La dette externe du pays est estimée à près de 38% du PIB, dont environ 73% de dette publique détenue majoritairement par les créanciers multi et bilatéraux (70% du total), disposant ainsi des conditions favorables (taux, durée). La monnaie locale (shilling) s'est finalement peu dépréciée face au dollar (0,6% en évolution sur 1 an à fin mars 2023), soutenue par les interventions de la banque centrale.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : ancienne vice-présidente, Samia Hassan est devenue présidente de la Tanzanie en mars 2021 suite au décès du président John Magufuli (réélu en octobre 2020). La présidente s'est engagée à améliorer l'environnement des affaires local afin notamment de favoriser l'investissement local et étranger.
- **Climat des affaires** : en amélioration, tiré par un ensemble des mesures pro-business mises en place sous l'administration de la présidente Hassan (réduction des taxes routières, allègement des procédures de collecte des taxes, nouvelle loi sur les investissements). La perception de la corruption en Tanzanie semble par ailleurs moins prégnante comparée aux autres pays d'Afrique de l'Est, à l'exception du Rwanda.

Système bancaire :

- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le système bancaire est composé d'une quarantaine de banques et demeure sain et bien capitalisé. Le taux des prêts non performants est par ailleurs en baisse à 5,8% fin 2022 (contre 8,1% en 2021). La réglementation (LCB-FT) mériterait cependant d'être renforcée selon le FMI.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : La Tanzanie est encore tributaire de l'agriculture pluviale et donc fortement vulnérable au changement climatique. Le pays a adopté son plan stratégique 2021-2026 (NCCRS) qui comprend un ensemble des mesures d'adaptation au changement climatique (investissements dans l'irrigation, campagne d'électrification rurale pour réduire la dépendance au charbon...). Le mix électrique du pays est encore très dépendant des sources fossiles (près de moitié), mais le gouvernement envisage une augmentation progressive de la part du renouvelable.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés				Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2017-2021 (% du total)				Part moyenne des échanges de marchandises 2017-2021 (% du total)			
Exportations		Importations		Exportations		Importations	
Or	44,8%	Combustibles, gaz de pétrole	19,8%	Afrique du Sud	17,9%	Chine	22,4%
Fruits comestibles	6,7%	Machines, appareils méc.	11,7%	Inde	17,0%	Inde	13,4%
Café, thé, maté et épices	4,3%	Automobiles	9,1%	Suisse	8,4%	Emirats arabes unis	10,1%
Légumes, tubercules alimentaires	3,5%	Machines, appareils élect.	6,7%	Emirats arabes unis	8,3%	Arabie saoudite	5,5%
Poissons, crustacés	3,4%	Matières plastiques	5,6%	France (24eme)	0,4%	France (22eme)	0,9%

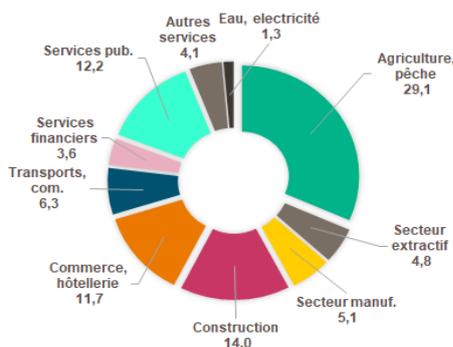
Source: Cnucead

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

TANZANIE	2018	2019	2020	2021	2022(p)	2023(p)	2024(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)	56,7	60,7	65,5	69,9	77,1	85,4	94,2
<i>Rang PIB mondial</i>	87	86	84	84	83	82	75
Population (Mns)	54,7	56,3	58,0	59,7	61,5	63,3	65,2
<i>Rang Population mondiale</i>	27	27	26	25	25	25	25
PIB / habitant (USD)	1 037	1 078	1 130	1 171	1 253	1 349	1 444
Croissance PIB (%)	6,9	7,0	4,8	4,9	4,7	5,2	6,2
Inflation (moyenne annuelle, %)	3,5	3,4	3,3	3,7	4,4	4,9	4,3
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	73,7	15,1	11,4	13,8	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES							
Dette publique (% PIB)	40,5	39,1	39,8	42,1	41,6	40,1	38,5
Solde public (% PIB)	-1,9	-2,0	-2,5	-3,4	-3,3	-2,9	-2,6
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	10,4	NA	NA	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB)	-3,0%	-2,6%	-1,9%	-3,4%	-4,6%	-4,0%	-3,3%
IDE (% du PIB)	1,7%	1,9%	1,4%	1,5%	1,3%	1,3%	1,3%
Réserves (en mois d'importation B&S)**	7,9	6,9	7,8	7,1	4,5	4,8	5,1
Dette extérieure totale (% PIB)**	37,0%	36,7%	36,5%	40,2%	38,4%	38,7%	40,8%
Dette extérieure CT (% PIB)*	4,6%	4,6%	4,8%	5,1%	NA	NA	NA
Taux de change***	2292,6	2287,9	2298,5	2295,2	2308,9	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE							
Fonds propres / actifs pondérés	17,1	17,1	17,9	20,0	NA	NA	NA
Taux de NPL	9,9	9,6	8,7	8,2	5,8	NA	NA
ROE	6,4	7,7	10,2	13,8	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	145	148	145	143	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	144	141	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	139	138	134	134	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	149	145	137	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions Sources: FMI (avril 2023);*Banque Mondiale;**Oxford Economics;***T. Reuters a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Tanzanie : part des secteurs dans l'activité (% PIB, 2017)



Source: Bureau Tanzanien des stats



1. SITUATION ECONOMIQUE

- Reprise progressive de l'activité

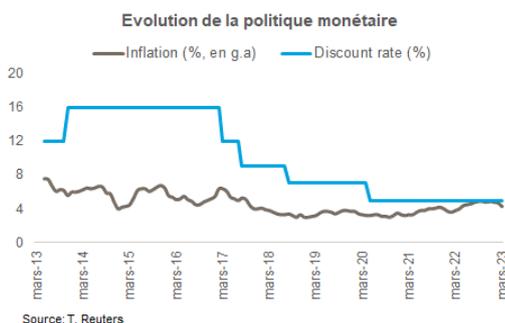
En 2022, la croissance a atteint **+4,7%** (contre +4,9% en 2021). Le rebond de l'activité dans les secteurs du tourisme¹, des mines et d'autres services a été affecté par les retombées du conflit en Ukraine (hausse du coût de l'énergie et des transports, ainsi que des prix alimentaires). Le secteur agricole a aussi été pénalisé par la baisse des précipitations sur la période.

Pour 2023, les perspectives de croissance restent globalement positives à **+5,2%**, mais encore en-dessous de la croissance moyenne d'avant crise sanitaire à +6,9% (entre 2016 et 2019). **L'inflation demeurera une source d'inquiétude** pouvant affecter le pouvoir d'achat des ménages les moins favorisés en particulier. **L'investissement devrait en revanche rester l'un des moteurs de la croissance** grâce à l'amélioration de l'environnement des affaires² (Cf. environnement des affaires en amélioration) et l'approbation du projet de construction du pipeline (EACOP)³.

Sur le front externe, le rebond du secteur du tourisme⁴, ainsi que les cours soutenus de l'or devraient favoriser les exportations du pays.

- Une politique monétaire restée accommodante

La banque centrale (BoT) utilise la masse monétaire, ainsi que des instruments de marché, tels que les taux d'intérêt auxquels elle prête aux banques (*discount rate*), pour signaler l'orientation de sa politique monétaire. En 2022, la Bot a décidé de maintenir son *discount rate* à 5%, mais a en revanche réduit le rythme de l'expansion monétaire pour contrer les pressions inflationnistes.



¹ Le tourisme représentait environ 11% du PIB et de l'emploi formel du pays en 2019, ainsi que 28% des recettes moyennes d'exportations (2015-2019). Source : World Tourism Organization.

² Fin 2022, le gouvernement a adopté une nouvelle loi sur l'investissement qui assouplit certaines règles pour les investisseurs étrangers et nationaux et viserait notamment à renforcer l'environnement réglementaire et à réduire la bureaucratie.

³ Consortium détenue à 62% par Total Energies, le projet de construction de l'oléoduc « East African Crude Oil Pipeline » est estimé à près de 3,5 Mds d'USD et devra à terme relier Hoima dans l'ouest de l'Ouganda au port de Tanga en Tanzanie.

Pour 2023, l'inflation moyenne devrait augmenter, prévue à **4,9%** (contre 4,4% en 2021), mais resterait en dessous de la cible de la banque centrale à **+5%** ce qui permettrait de maintenir inchangé le **discount rate** sur la période. La banque centrale n'écarte cependant pas la possibilité de resserrer sa politique monétaire si besoin. En 2022, l'inflation est restée relativement contenue grâce aux subventions temporaires aux prix des carburants et d'engrais, ainsi qu'au resserrement des liquidités sur le secteur financier.

- Une économie dominée par les services et le secteur agricole

Le secteur agricole contribue à environ 30% du PIB et emploie près des 2/3 de la population active. Les productions sont relativement diversifiées (principalement le café et le tabac mais aussi le coton, le thé et les noix de cajou), orientées majoritairement vers le marché extérieur. Le secteur extractif est dominé par la production d'or. Le développement des capacités industrielles dans ce secteur est par ailleurs encouragé par le gouvernement avec l'interdiction d'exportation de minerais bruts d'or, de cuivre, de nickel et d'argent pour inciter à la transformation locale. Le pays mise en outre fortement sur son potentiel gazier depuis la découverte d'importantes réserves offshore depuis 2010, au sud-est du pays dans le bassin de Rovuma proche du Mozambique.

Les services (environ 40% de la valeur ajoutée tanzanienne), se sont particulièrement développés dans les domaines du tourisme et des télécommunications.

- Un secteur bancaire sain

Le système bancaire est composé d'une quarantaine de banques⁵ et demeure **sain et bien capitalisé**⁶. En décembre 2022, la capitalisation des toutes les banques opérant dans le pays serait satisfaisante et supérieure au minimum réglementaire requis de 12%.

Les taux de prêts non performants (NPL) enregistrés par les banques sont par ailleurs en baisse à **5,8%** fin 2022 (contre 8,2% en 2021). La dollarisation des crédits et des dépôts à fin décembre 2022 s'élèverait à 28,9% et à 29,4% respectivement. La réglementation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le

⁴ Selon les données de la Banque centrale, les recettes du tourisme s'élèvent à près de 4,8 Mds d'USD en 2022 (contre 4,3 Mds d'USD en 2019). Le nombre des visiteurs reste cependant inférieur à la période d'avant crise à un peu plus de 1,4 millions de visiteurs, contre près de 1,5 millions en 2019.

⁵ Le secteur bancaire serait constitué de 46 banques.

⁶ En 2017, la Banque centrale (BoT) avait pris des mesures pour assainir le secteur bancaire en imposant notamment des exigences d'analyse des emprunteurs plus strictes. Elle avait aussi révoqué la licence de 9 banques communautaires qui ne respectaient pas les minimums de capitalisation exigés.



financement du terrorisme mériterait cependant d'être renforcée selon le FMI.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Vers une diminution du déficit**

En 2022, le déficit budgétaire est resté relativement stable par rapport à l'année précédente à 3,3% du PIB. La hausse des recettes de près de 1% du PIB, dont 0,5% du PIB au titre des recettes ponctuelles prélevées sur les entreprises d'énergie (pétrole) n'a pas permis de compenser la hausse des dépenses, des subventions (engrais, carburants) en particulier.

Pour 2023, l'arrêt des dépenses exceptionnelles de soutien au pouvoir d'achat, dont la suppression des subventions au carburant décidée en janvier 2023, **devrait favoriser une légère réduction du déficit dans le courant de l'année (prévu autour de 3%).** A noter par ailleurs que **l'exercice budgétaire 2023/2024** (juillet 2023 / juin 2024) présenté en mars **prévoit une hausse de 7% des recettes budgétaires** par rapport à l'exercice précédent, mais dont **une partie serait utilisée pour augmenter les dépenses de fonctionnement de l'Etat (salaires des fonctionnaires, promotions) face à la hausse du coût de la vie.**

A plus moyen terme, l'anticipation d'une modération du déficit autour de 2,5% du PIB⁷ dépendra de la réussite de la mise en place des **réformes en vue d'une plus grande mobilisation des recettes**, prévues dans le cadre des accords avec le FMI. **La Tanzanie bénéficie en effet d'un programme de facilité élargie de crédit** signé en 2022 d'un montant de 1 Mds d'USD et d'une durée de 3 ans.

- **Une dette publique relativement stable**

Le ratio de dette publique a peu progressé comparé à d'autres pays de la région (15 points de PIB sur la dernière décennie). **Il atteint près de 42% du PIB en 2022** (contre 38% du PIB en 2019). **L'encours nominal de dette publique devrait continuer à progresser en lien avec le financement des projets d'infrastructures** dans le cadre de la poursuite du plan de développement quinquennal du pays⁸.

La structure de la dette est cependant favorable. Bien que constituée de dette externe majoritairement (environ 64% du total en 2022), la dette est essentiellement concessionnelle : la Banque Mondiale détient ainsi près de 54 % du stock de la dette publique externe du pays en 2022⁹. La dette publique domestique est détenue majoritairement par des

⁷ Le déficit resterait bien en deçà du plafond de 3% du PIB requis par le critère de convergence de la Communauté de l'Afrique de l'Est à long terme, selon les prévisions du FMI.

⁸ Il s'agit du 3^{ème} plan de développement quinquennal de Tanzanie (FYDPIII) couvrant l'exercice budgétaire 2021/22 à 2025/26. Il viserait à construire une économie compétitive et industrielle et intègre des projets tels que la construction de l'East African Crude Oil Pipeline, de la centrale hydroélectrique (Julius Nyerere), du chemin de fer (Standard Gauge Railway), entre autres.

banques commerciales et dans une moindre mesure par la banque centrale. **L'évolution de la dette n'est pas à ce stade source d'inquiétude majeure**, grâce à sa structure notamment, le risque de surendettement est par ailleurs considéré modéré selon le FMI (Cf. position externe).

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Pays exportateur de produits primaires**

La Tanzanie est le quatrième producteur d'or en Afrique après l'Afrique du Sud, le Ghana et le Mali. Les exportations du pays sont ainsi dominées par l'or (près de 45% des exportations moyennes du pays), mais aussi par les minerais (cuivre, nickel...) et les produits agricoles (noix de cajou, tabac, fruits, thé café). **La Tanzanie est donc très vulnérable aux évolutions de cours des matières premières.**

Parallèlement, les besoins liés à la réalisation des projets d'infrastructure devraient rester importants et le pays est actuellement dépendant des importations pour son approvisionnement en énergie (pétrole).

- **Le déficit courant devrait rester élevé**

En 2022, malgré le rebond des recettes du secteur du tourisme¹⁰(+53,2% par rapport à 2021), **le déficit courant s'est creusé** (4,6% du PIB), **affecté par les retombées du conflit en Ukraine qui a pesé sur la facture énergétique en particulier** (+70,5% par rapport à 2021). La hausse des importations de biens d'équipements (+51,6%), ainsi que de biens intermédiaires a limité les gains tirés des exportations des marchandises (en hausse de +15,4% sur la même période), de l'or en particulier.

Pour 2023, le déficit devrait un peu se réduire, mais resterait élevé, prévu autour de 4% du PIB. Les carburants, 1^{er} poste d'importation du pays¹¹, continuera de peser sur le coût des importations, malgré des prix prévus plus modérés que l'an dernier. Les besoins d'importations nécessaires à la réalisation des projets d'infrastructure devraient aussi rester importants.

La poursuite du rebond de l'activité touristique ainsi que l'évolution des cours de l'or, dont les prix restent soutenus **devraient cependant limiter le creusement du déficit cette année.**

- **Une dette externe modérée**

Selon la banque centrale, **la dette externe du pays est en progression à 29,6 Mds d'USD en mars 2023** (contre 24 Mds d'USD en décembre 2020), **soit environ 38,4% du PIB de 2022.**

⁹ Il s'agit des prêts de la Banque Mondiale et du African Development Fund (appartenant au groupe Banque Mondiale).

¹⁰ Selon les données de la Banque centrale, les recettes du tourisme s'élèvent à près de 4,8 Mds d'USD en 2022 (contre 3,1 Mds d'USD en 2021 et 2,2 Mds d'USD en 2021).

¹¹ Les carburants représentent en moyenne près de 20% des importations de la Tanzanie sur la période 2017 et 2021.

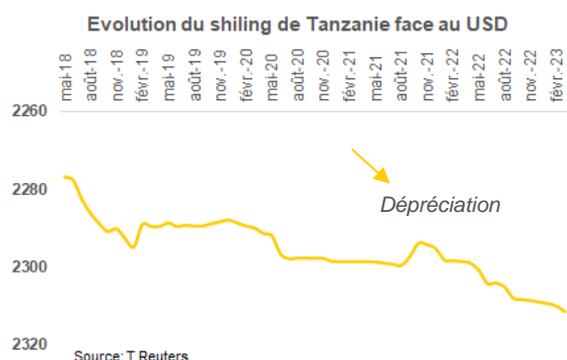


La dette publique (part du gouvernement) représente 73,3% de la dette externe, contre 26,6% pour le secteur privé. La part publique est encore majoritairement détenue par les créanciers multi et bilatéraux à environ 70% et dispose ainsi de conditions favorables (taux d'intérêts, durée). Le recours à la dette commerciale a eu cependant tendance à progresser et représente désormais 30% de la dette externe publique du pays.

La Tanzanie fait ainsi partie des pays qui, après l'impact de la crise sanitaire, sont passés dans la catégorie à risque de surendettement modérée selon le FMI.

Le pays dépend en effet de l'évolution des cours de l'or, ainsi que du tourisme pour ses recettes en devises. Une dépréciation du shilling pourrait également avoir un impact négatif sur le niveau d'endettement du pays, mais les interventions régulières de la banque centrale sur le marché du change limitent à ce stade une chute de la monnaie.

- Les interventions de la banque centrale soutiennent le shiling



Le shiling de Tanzanie (TZS) s'est peu déprécié face au USD à 0,6% en évolution sur 1 an à fin mars 2023, favorisé par les interventions de la banque centrale.

Pour 2023, les pressions baissières sur la monnaie devraient subsister dans un contexte de déficit courant qui resterait élevé (autour de 4% du PIB). Les marges de manœuvre de la banque centrale pour soutenir la monnaie restent cependant satisfaisantes. Les réserves de change sont estimées à 5 Mds d'USD en mars 2023 (4,5 mois d'importations) et devraient permettre à la banque centrale de continuer à administrer l'évolution de sa monnaie face au dollar.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- Samia Hassan, première présidente de l'histoire de Tanzanie

Ancienne vice-présidente, Samia Hassan est devenue présidente de la Tanzanie en mars 2021 suite au décès du président John Magufuli. Son parti, le Chama Cha Mapinduzi (CCM) qui domine le paysage politique depuis 1961, a remporté une victoire forte lors des élections générales d'octobre 2020. La présidente Hassan devrait rester au pouvoir jusqu'à la fin de son mandat en 2025.

La présidente s'est engagée à améliorer l'environnement des affaires (Cf. climat des affaires en amélioration ci-dessous) afin de favoriser le développement du secteur privé et d'attirer les investisseurs étrangers.

Sur le plan des relations externes, les relations avec l'Inde (2^{ème} client et fournisseur du pays) se renforcent suite à l'accord signé en mars 2023 permettant le règlement des échanges commerciaux en roupies indiennes via des comptes dédiés. Un accord visant à renforcer les relations économiques et le commerce bilatéral a aussi été signé avec les Etats-Unis. Une ligne de financement des exportations d'un montant de 500 MUSD a d'ailleurs été accordé à la Tanzanie au mois d'avril¹².

- Climat des affaires en amélioration

L'environnement des affaires tend à s'améliorer depuis l'arrivée de la Présidente Samia Hassan qui a mis en place un ensemble de mesures sur la période 2021-2022 visant à favoriser le climat des affaires local. Côté politique fiscale, une réduction des taxes routières pour promouvoir le commerce, ainsi qu'un allègement des procédures de collecte des taxes (grâce à la numérisation) ont été mises en place. Une nouvelle loi sur l'investissement étranger et national a également été adoptée et comprend notamment l'implémentation d'un système électronique centralisé pour la délivrance des licences afin de contourner la bureaucratie et éviter les retards. Cette nouvelle loi réduit également de moitié le capital minimum requis pour investir dans une entreprise détenue par un tanzanien à 50.000 USD, ainsi qu'une réduction de l'objectif obligatoire de création d'emplois pour les investissements stratégiques (passés de 1500 à 1000).

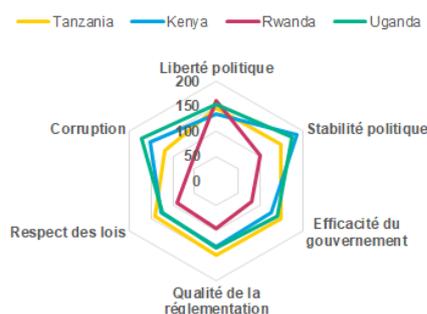
Sur le plan de la gouvernance, les indicateurs de la Banque mondiale sont moins bons en Tanzanie que dans les pays voisins d'Afrique de l'Est, en matière d'efficacité du gouvernement, de respect des lois et de qualité de la réglementation (Cf. graphique ci-dessous).

La perception de la corruption semble toutefois moins prégnante en Tanzanie que dans les pays voisins comme le Kenya ou encore l'Ouganda à la 94^{ème} place sur 180 pays (contre la 123^{ème} pour le Kenya ou 142^{ème} pour l'Ouganda), selon *Transparency International*.

¹² <https://www.exim.gov/news/export-import-bank-signs-500m-mou-tanzania>



Indicateurs Banque mondiale 2021, Rang (214 pays)



des forêts et sur le développement du secteur de l'énergie renouvelable.

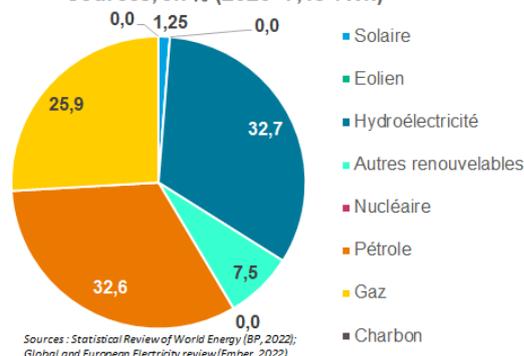
5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

La Tanzanie est encore tributaire de l'agriculture pluviale, et donc fortement vulnérable au changement climatique. Le secteur agricole représente encore près de 30% du PIB du pays.

Le renforcement des systèmes de protection de l'environnement, ainsi que l'utilisation durable des ressources naturelles font désormais partie des grandes priorités du gouvernement. La Stratégie 2021-2026 (NCCRS) comprend ainsi un ensemble des mesures telles que des investissements dans l'irrigation pour assurer la production alimentaire et renforcer la sécurité alimentaire en cas de sécheresse, le développement d'infrastructures clés pour protéger le secteur des transports face aux possibles inondations, ainsi qu'une campagne d'électrification rurale pour réduire la dépendance au charbon, entre autres.

A noter par ailleurs que le mix électrique du pays demeure encore très dépendant des sources fossiles (près de la moitié), mais le gouvernement envisage une augmentation progressive de la part du renouvelable dans son mix électrique.

Tanzanie : production d'électricité par sources, en % (2020=7,18 TWh)



Signataire des accords de Paris, la Tanzanie a relevé (juin 2021) ses objectifs de réduction d'émissions de GES pour 2030 compris désormais entre 30% à 35%¹³ (contre 10% à 20% précédemment). Le pays compte notamment s'appuyer sur une meilleure gestion



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et risques pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi	Responsable / <i>Global trends, Pays développés, pétrole</i>	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr
Laetitia Morin	<i>Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>Macroéconomie France, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.